

[ACCUEIL \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR\)](http://www.lesechos.fr)[BUSINESS \(/\)](#)[ENTREPRENEURS \(/ENTREPRENEURS/INDEX.PHP\)](#)[GÉRER \(/ENTREPRENEURS/GERER-UNE-ENTREPRISE/INDEX.PHP\)](#)

GESTION-TRÉSORERIE

# Les experts-comptables redoutent le contre-coup de la crise

MARION KINDERMANS | Le 19/06 à 10:15



Certains cabinets anticipent une perte de 10 à 15 % de leurs clients à partir de la fin 2020.

**En première ligne pour accompagner les entreprises pendant le confinement, les professionnels du chiffre ont profité d'un surcroît d'activité. Mais cet automne sera d'autant plus rude avec la disparition de clients mis en faillite. 15 % de leurs clients pourraient disparaître d'ici à 2021.**

Risque de montagne russe pour les professionnels du chiffre. En première ligne pour accompagner les entreprises pendant le **confinement** (<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/aides-reseaux/dossiers/coronavirus-temoignages-confinement-chroniques-du-confinement-les-entrepreneurs-face-au-coronavirus-335924.php>), frôlant le surmenage, les **21.000 experts-comptables** de l'Hexagone s'attendent à une baisse brutale de leur activité à la rentrée. La crise est arrivée au pire moment pour eux : les mois de mars à mai sont déjà les plus intenses, axés sur les clôtures de comptes de leurs clients.

Pour se concentrer sur les missions liées au **Covid-19** (<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/ressources-humaines/dossiers/15146280/tpepme-00015146280-coronavirus-comment-faire-face-a-la-crise-335933.php>) (**chômage partiel** (<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/ressources-humaines/15145335-coronavirus-comment-beneficier-du-dispositif-d-activite-partielle-335898.php>), reports de charges, **prêt garanti par l'Etat** (<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/gestion-finance/0603042601344-pret-garanti-par-l-etat-l-enthousiasme-des-entreprises-douche-par-la-prudence-des-banques-336538.php>), etc.), et alléger leur travail, ils ont obtenu de l'Etat **un report au 30 juin pour le travail courant**, la déclaration des liasses fiscales, de l'impôt sur le revenu et de la CVAE.

L'impossibilité de se déplacer chez les dirigeants a compliqué la donne. « *Les petites sociétés dont nous nous occupons, les commerçants, les artisans, les professionnels du BTP, ne sont pas tous digitalisés, il a été compliqué de réunir les documents, les justificatifs* », raconte **Laurent Benoudiz** (<https://videos.lesechos.fr/entrepreneurs/laurent-benoudiz-les-trois-piliers-du-patrimoine/lvzkvz>), président de l'Ordre des experts-comptables de Paris-Ile-de-France, à la tête du cabinet parisien Bewiz. « *C'est une surcharge que l'on n'avait jamais connue en vingt ans d'activité, avec des textes qui changeaient sans cesse* » témoigne **Mikaël Hugonnet**, à la tête d'un cabinet dans les Deux-Sèvres. « *Nos équipes sortent épuisées de ces deux mois d'activité, 70 % des 10.000 payes que nous réalisons par mois ont dû intégrer les changements d'activité partielle* » témoigne aussi la dirigeante lorraine Valérie Creusot-Rivière.

## Prestations Covid-19

Ce surcroît d'activité est venu **gonfler la trésorerie des cabinets**. Certains ont fait payer les honoraires, d'autres ont décalé les factures, d'autres déclarent n'avoir fait payer que les actes mais non les conseils. « *Nous avons rentré plus de dossiers pendant cette période car les dirigeants ne pouvaient faire seuls, nous avons réalisé 150.000 euros d'honoraires en plus sur les deux mois* » témoigne Laurent Benoudiz. Selon **un sondage du CGCI** (<https://documentcloud.adobe.com/link/review?uri=urn%3Aaaid%3Aasc%3AUS%3Ae2b629e5-f98b-4cf8-abfb-92da88c0c84f>) (Comité des Groupements de Cabinets indépendants), plus de sept sur dix des 232 adhérents interrogés facturent ces prestations Covid.

Mais la rentrée s'annonce plus morose, avec le contrecoup de la crise économique. Après l'été, ils devront compter avec des faillites de clients et des coupures drastiques dans les budgets de conseils. Selon le CGCI, **85 % anticipent une baisse d'activité** pour les prochains mois et « *la majorité estime une perte d'activité de l'ordre de 10 %* ».

## Faillites

C'est la clientèle TPE, au cœur de bien des cabinets de région, qui sera la plus fragile. Le Cercle Perspectives, nouvellement créé, qui réunit 17 des plus gros cabinets d'expertises comptables, **présente « aux Echos » un premier baromètre** (<https://cogep.fr/admin-panel/wp-content/uploads/2020/06/Rapport-Impact-COVID-Club-Perspectives-avril-2020.pdf>) réalisé à partir des 400.000 bulletins de paie d'avril issus de 60.000 entreprises. Les données consolidées par le cabinet d'étude INIT montrent que **les TPE ont eu deux fois plus recours au chômage partiel** (44 % d'entre elles) que les PME (23 %), avec parfois des arrêts complets d'activité.

**A lire aussi >> Défaillances : les faillites au plus bas à la sortie du confinement**  
(<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/gestion-finance/0603406492592-defaillances-les-faillites-au-plus-bas-a-la-sortie-du-confinement-338336.php>)

« *Avec les entreprises le plus fragiles qui disparaîtront, on anticipe une chute de notre activité de 5 à 10 % en 2021* », déclare **Laurent Chapart**, PDG du cabinet Cogep et président du Cercle Perspectives. « *Nous avons dès le début dressé un tableau avec les entreprises à risque et celles qui devraient s'en sortir, il est difficile de faire un pronostic mais le risque porte sur la **disparition de 15 % de nos clients*** », estime Valérie Creusot-Rivière. Une saignée qui s'ajoute aux 150.000 mandats de petites entreprises que les 10.000 cabinets de l'Hexagone craignaient déjà de perdre avec **le relèvement des seuils instauré par la loi Pacte** (<https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/gestion-finance/0602665611070-les-commissaires-aux-comptes-face-au-big-bang-de-la-loi-pacte-335114.php>).

(javascript::void(0);)